

## L'Opep pourrait couper sa production pour stabiliser le prix du baril

**VIENNE (AFP) - Les ministres du Pétrole de l'Opep qui arrivaient à Vienne lundi vont débattre d'une baisse de leur production lors de leur réunion mardi afin d'enrayer la chute des cours de l'or noir, avec en tête l'idée de défendre un seuil de prix minimum.**



"Il y a trop de pétrole sur le marché" a asséné le ministre iranien du Pétrole, Gholam Hossein Nozari, à son arrivée à Vienne lundi.

Le chef de la délégation lybienne, Choukri Ghanem, a, lui, affirmé dès dimanche que les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) devaient mieux respecter leur quota.

Téhéran, Tripoli et Caracas s'inquiètent de la récente chute des prix du baril.

Le cours du baril était en hausse de plus de 2 dollars lundi matin à près de 109 dollars en raison de l'arrivée de l'ouragan Ike dans le Golfe du Mexique, mais reste inférieur de plus de 25% à son record du 11 juillet, à 147,50 dollars.

L'Iran, le Venezuela et la Libye jugent que l'Arabie saoudite, premier producteur mondial et chef de file de l'Opep, devrait réduire sa production pour enrayer ce déclin des cours.

Au printemps, l'Arabie avait augmenté unilatéralement de 500.000 barils par jour son offre pour donner un gage de bonne volonté aux pays consommateurs et tenter de freiner la flambée des prix pétroliers.

Au total, l'Opep dépasse d'un million de barils ses objectifs officiels de production.

Ryad pompait à des niveaux record, autour de 9,6 millions de barils par jour (mbj) en juillet, alors que son quota n'est que de 8,94 mbj.

Mais depuis, les prix ont chuté spectaculairement alors que le ralentissement

économique mondial pèse sur la demande d'or noir.

Devant la menace d'une récession aux Etats-Unis et en Europe, les ministres de l'Opep s'inquiètent de voir les cours tomber davantage et gardent en mémoire le scénario catastrophe de 1998, quand le baril était tombé à 10 dollars dans la foulée de la crise asiatique.

Mais tous les membres de l'Opep ne s'accordent pas sur le plancher de prix à défendre. Les plus "durs" semblent déterminés à empêcher le baril de tomber sous 100 dollars.

Pour le ministre équatorien du Pétrole et des Mines, Galo Chiriboga, un prix "raisonnable" se situe entre 110 et 120 dollars, mais un prix inférieur à 100 dollars ne serait pas "adéquat".

Le ministre iranien du Pétrole, Gholam Hossein Nozari, a récemment plaidé en faveur d'un plancher à 100 dollars.

Pour David Kirsh, analyste de PFC Energy, "le gouvernement iranien cherche à assoir sa popularité à l'approche d'une période électorale, et 100 dollars le baril lui donne plus de marge de manoeuvre pour injecter des fonds dans l'économie, même si un baril à 66 dollars est suffisant pour équilibrer son budget".

Le Venezuela, lui, "a besoin d'un baril à 100 dollars pour équilibrer ses comptes", ajoute-t-il.

A l'inverse, les riches monarchies du Golfe peuvent se contenter d'un prix beaucoup plus bas. Pierre Terzian, de Pétrostratégies, voit l'Arabie saoudite défendre un plancher de 80 dollars.

David Kirsch juge qu'ils pourraient se satisfaire d'un niveau plus bas. "Je ne pense pas que les pays du Golfe vont faire face à une crise budgétaire avec un baril à 70 dollars". Une baisse des cours pourrait aussi contribuer à calmer leur inflation galopante.

Tous s'accordent, selon lui, sur la nécessité de couper un peu la production pour éviter un surplus. La question est de savoir quand et comment.

L'option la plus probable est celle de retrancher l'excédent de production, et de maintenir les quotas officiels jusqu'à la prochaine réunion, prévue en décembre.

Une réunion extraordinaire pourrait être envisagée plus tôt si les prix reculaient trop vite.